

NATIONS UNIES

ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
GENERALE
A/5401/Add.11
5 avril 1963
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Dix-huitième session

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES NON AUTONOMES

RENSEIGNEMENTS POLITIQUES ET CONSTITUTIONNELS SUR
LES TERRITOIRES D'AFRIQUE ET LES TERRITOIRES
ADJACENTS ADMINISTRES PAR LE ROYAUME-UNI

Note du Secrétaire général

MALTE

Conformément à la déclaration du Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en date du 27 septembre 1961, le Gouvernement du Royaume-Uni a communiqué au Secrétaire général les renseignements politiques et constitutionnels suivants sur le Territoire de Malte.

Le Secrétaire général a l'honneur de soumettre ci-après à l'Assemblée générale, pour sa dix-huitième session^{1/}, les renseignements en question, qu'il a reçus le 25 mars 1963.

^{1/} Conformément à la résolution 1700 (XVI) adoptée par l'Assemblée générale du 19 décembre 1961, ces renseignements sont également communiqués au Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes.

MALTE

POPULATION

1. La population de Malte est homogène; au recensement de 1957, elle s'élevait à 319 620 habitants. D'après les estimations de décembre 1962, elle serait de 328 500 habitants environ, dont la grande majorité est composée d'autochtones. Avec une densité moyenne en net accroissement voisine de 2 700 habitants au mille carré, Malte est un des territoires du monde où la densité est la plus forte.

HISTOIRE RECENTE

2. La Constitution de 1947 a donné à Malte la pleine autonomie interne avec une Assemblée législative élue par le peuple.

3. En juin et juillet 1955, des entretiens ont eu lieu à Londres avec les représentants des deux partis représentés à l'organe législatif maltais (le Malta Labour Party avait alors 23 sièges et le Nationalist Party, 17). Le Nationalist Party souhaitait que Malte accède en définitive à la pleine autonomie et le Labour Party préconisait soit l'autodétermination et la négociation d'un traité d'amitié de 20 ans réglant les relations avec le Royaume-Uni, soit un plan de 20 ans pour faire de Malte une partie intégrante du Royaume-Uni avec des représentants à Westminster et des garanties pour l'Eglise catholique à Malte. Les deux parties demandaient une assistance financière très importante.

4. Les entretiens ont eu pour résultat la convocation d'une Conférence de la Table ronde représentant tous les partis politiques à Westminster pour étudier les questions constitutionnelles découlant des propositions du Premier Ministre de Malte tendant à l'intégration. Dans son rapport, la Conférence a conclu qu'étant donné les circonstances particulières à Malte, la population maltaise avait le droit de choisir une voie spéciale vers l'égalité politique et qu'elle devrait donc pouvoir être représentée au Parlement du Royaume-Uni si elle le souhaitait.

5. La population de Malte a été invitée à se prononcer lors d'un référendum qui a eu lieu en février 1956. Environ 75 p. 100 des votants ont voté pour l'intégration. Des négociations ont ensuite eu lieu avec le Gouvernement du Royaume-Uni afin de mettre au point des moyens pratiques d'appliquer les propositions; elles se sont heurtées à des difficultés et ont finalement été interrompues en mars 1958,

/...

le Gouvernement britannique jugeant excessives les exigences maltaises à certains égards, notamment dans le domaine économique et le Gouvernement maltais refusant de recommander à la population maltaise l'intégration dans les conditions proposées par le Gouvernement de Sa Majesté.

6. La rupture des négociations sur l'intégration et la démission du gouvernement travailliste maltais en avril 1958 ont été suivies de troubles et d'une grève qui ont obligé à décréter l'état d'urgence. Les efforts pour aboutir à la reconstitution d'un gouvernement normal, notamment la réunion d'une conférence groupant tous les partis à Londres en novembre et décembre 1958, ont été vains et au début de 1959, la Constitution de 1947 a été abrogée et remplacée par des dispositions provisoires.

7. La Constitution provisoire place l'administration sous les ordres d'un Gouverneur désigné par le Gouvernement du Royaume-Uni. Pour définir la politique et exercer les pouvoirs qui lui sont conférés, le Gouverneur est tenu de consulter le Conseil exécutif, sauf dans certains cas déterminés. En 1961, le Gouverneur était l'amiral Guy Grantham.

8. Le Conseil exécutif, formé conformément aux dispositions de la Constitution de 1959, comprenait 3 membres d'office et d'autres membres désignés par le Gouverneur, dont 3 au moins devaient occuper une charge publique.

9. Le Gouvernement de Sa Majesté a toujours eu l'intention que la Constitution de 1959 ne soit qu'une mesure provisoire et qu'un gouvernement représentatif soit rétabli aussitôt que possible. Après les visites du Secrétaire d'Etat britannique et du Ministre d'Etat aux colonies à Malte, une Commission constitutionnelle, présidée par sir Hilary Blood, a été constituée en 1960. Cette commission était chargée de formuler des propositions constitutionnelles détaillées après consultation des représentants de la population maltaise et des intérêts locaux, étant entendu que le Gouvernement britannique voulait accorder au peuple maltais l'autonomie la plus large possible compte tenu des responsabilités qui lui incombent dans les domaines de la défense et des affaires étrangères et compte tenu de ses engagements en matière de services publics, de police et de droits de l'homme en général. La Commission a présenté son rapport en mars 1961 et le Gouvernement britannique a accepté ses propositions.

/...

10. L'Ordre en Conseil (Constitution) pour Malte, de 1961, a été alors promulgué et la nouvelle Constitution est entrée en vigueur le 3 mars 1962. La nouvelle Constitution prévoit une Assemblée législative maltaise élue de 50 membres et accorde à Malte l'autonomie interne. Les dispositions concernant les droits de l'homme sont fondées sur les principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et sur la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. D'après la nouvelle Constitution, les ministres maltais sont responsables pour tout ce qui concerne les affaires intérieures. En outre, le Gouvernement maltais se voit accorder des pouvoirs communs dans le domaine des affaires étrangères (par délégation précise) et pour les questions de défense. Les responsabilités britanniques dans ces domaines sont confiées au Commissaire du Royaume-Uni et il a été créé un Conseil consultatif qui est présidé par le Gouverneur et comprend un nombre égal de représentants maltais et de représentants du Royaume-Uni. Le Conseil consultatif veille à ce que les décisions dans le domaine de la défense et des affaires étrangères soient prises sur la base de renseignements satisfaisants et après discussion afin d'éviter tout désaccord et de faciliter l'entente.

11. Les îles forment aujourd'hui l'Etat de Malte.

12. Des élections à l'Assemblée législative prévue par la nouvelle Constitution se sont déroulées les 17 et 19 février 1962 avant l'entrée en vigueur de la Constitution. Elles ont eu lieu au suffrage universel des adultes, à la représentation proportionnelle, chaque électeur ayant une seule voix transférable. Les conditions requises pour être élu à l'Assemblée législative et pour voter sont énoncées dans la Constitution. Il y a dix circonscriptions électorales, y compris Gozo. Chacune est représentée par cinq membres. Plus de 90 p. 100 des personnes remplissant les conditions requises pour voter ont pris part au vote. Après des élections âprement disputées, le Nationalist Party s'est assuré la majorité des sièges. La représentation actuelle des partis à l'Assemblée est la suivante :

/...

	<u>Sièges</u>
<u>Nationalist Party</u>	
(Chef, Dr Giorgio Borg Olivier)	26
<u>Malta Labour Party</u>	
(Chef, M. Don Mintoff)	16
<u>Christian Workers' Party</u>	4
<u>Democratic Nationalists Party</u>	3
<u>Progressive Constitutional Party</u>	1

13. A l'issue des élections, le Dr Borg Olivier a accepté de devenir Premier Ministre et a prêté serment le 3 mars, la nouvelle Constitution entrant en vigueur le même jour. Il a, depuis, formé son cabinet, qui est composé des membres suivants :

M. Giovanni Felice (Ministre du développement industriel et du tourisme);
M. Antonio Paris (Ministre de l'éducation);
M. Carmelo Caruana (Ministre de l'agriculture);
M. Tommaso Caruana Demajo (Ministre de la justice);
M. Joseph Spiteri (Ministre des travaux publics et du logement);
M. Alexander Cachia Zammit (Ministre du travail et de la protection sociale);
M. Paul Borg Olivier (Ministre de la santé publique).

14. Peu de temps après avoir pris ses fonctions, le Dr Borg Olivier a entamé à Londres des négociations avec le Gouvernement de Sa Majesté, afin d'apporter certains amendements à la Constitution maltaise de 1961. A la suite de ces négociations, la police, qui relevait jusque-là du Gouverneur, a été placée sous la haute direction du Gouvernement de Malte; de même ce n'est plus le Gouverneur, mais le Premier Ministre maltais, agissant sur recommandation de la Commission de la fonction publique, qui nomme maintenant les fonctionnaires.

15. D'autres conversations sur des questions financières et économiques ont eu lieu en juillet et août 1962 entre le Premier Ministre maltais et le Gouvernement de Sa Majesté, à un moment où le Royaume-Uni s'app préparait à réduire l'importance de ses installations à Malte et où il fallait faire des efforts accrus pour développer et diversifier l'économie maltaise. Le Gouvernement de Sa Majesté n'a pas pu accepter d'augmenter son aide financière (laquelle s'élève à 29 250 000 livres sterling, en subventions et en prêts, pour la période allant de 1959 à 1964) mais

/...

a admis la nécessité de redistribuer les fonds disponibles pour les dépenses restant à effectuer pendant les deux dernières années du Plan quinquennal du développement. Il a également été entendu que Malte serait libre de solliciter à l'étranger une aide économique et financière et aurait le droit de négocier directement avec la CEE son admission à cette Organisation.

16. A la fin de ces conversations, le Premier Ministre maltais a réclamé formellement l'indépendance de Malte dans le cadre du Commonwealth et a demandé qu'une réunion soit organisée entre les Gouvernements maltais et britannique pour discuter de cette question. Le Gouvernement de Sa Majesté a accepté qu'une réunion ait lieu dès que possible. En décembre 1962, des conversations officieuses entre le Premier Ministre maltais et le Secrétaire d'Etat aux colonies ont abouti à un accord sur les dispositions à prendre pour organiser une conférence en 1963 sur la question de l'indépendance.

PARTIS POLITIQUES

Le Nationalist Party

17. Ce parti est apparu vers la fin du dix-neuvième siècle. Dès le début, ses objectifs ont été l'autonomie de Malte et la préservation des traditions culturelles et de la civilisation latine du territoire. Dans l'immédiat, sa politique a pour but l'indépendance complète dans le cadre du Commonwealth. Depuis décembre 1950, il est dirigé par le Dr G. Borg Olivier, l'actuel Premier Ministre.

Le Malta Labour Party

18. Créé avant la dernière guerre, l'un des points principaux de sa politique intérieure a toujours été l'amélioration de la situation économique et sociale des travailleurs maltais, et il a pris un certain nombre de mesures dans ce sens entre 1955 et 1958, lorsqu'il était au pouvoir. A un moment donné, il était en faveur soit de l'indépendance, soit de l'intégration de Malte au Royaume-Uni. En 1958, il a renoncé à l'idée de l'intégration, et il réclame maintenant l'indépendance complète de Malte. Depuis sa reconstitution en 1949, il est dirigé par M. Mintoff.

Le Progressive Constitutional Party

19. Ce parti voudrait constituer une royauté maltaise ayant une autonomie interne complète, les autres questions devenant la responsabilité commune des Gouvernements maltais et britannique.

/...

Le Democratic National Party

20. Ce parti veut établir des liens de solidarité avec le mouvement démocrate chrétien européen. Il préconise l'indépendance dans le cadre du Commonwealth mais seulement après la mise sur pied d'une économie saine. Il est dirigé, depuis sa création, par le Dr H. Ganado.

Le Christian Workers Party

21. Ce parti a été formé en mars 1961, après une scission au sein du Malta Labour Party. Son objectif principal est la sécurité économique et l'amélioration de la situation sociale du peuple maltais tout entier. Il considère l'indépendance comme le but ultime à atteindre, mais dans l'immédiat, il cherche à assurer à Malte la plus grande liberté politique possible, compte tenu des possibilités économiques. Le parti a été créé par M. A. Pellegrini qui le dirige.

ORGANISATION JUDICIAIRE

22. Il existe à Malte quatre juridictions supérieures : le Tribunal civil, le Tribunal de commerce, le Tribunal pénal et la Cour d'appel. Les juridictions supérieures et les Magistrates'courts ont une compétence exclusive en matière civile et pénale, si ce n'est que dans certains cas, la loi prévoit la possibilité d'interjeter appel auprès du Conseil privé à Londres. Il y a 8 juges, y compris le Chief Justice, qui est en même temps Président de la Cour d'appel.

23. Les 8 Magistrates siègent dans les juridictions inférieures qui sont la Court of Magistrates de la police judiciaire pour l'île de Malte et la Court of Magistrates de la police judiciaire pour les îles de Gozo et Comino.

Les juges

Professeur Anthony Mamo - Chief Justice;

M. A. J. Montanaro Gauci;

M. W. Harding;

M. T. Gouder;

M. A. V. Camilleri;

M. J. Caruana Colombo;

M. J. Flores;

M. J. H. Xuereb.

/...

La Cour d'appel

Professeur Anthony J. Mamo - Chief Justice;

M. A. J. Montanaro Gauci, senior judge;

M. W. Harding, qui préside la Cour d'appel lorsqu'elle statue sur des décisions de la Civil Court of Magistrates pour Malte.

Le Tribunal pénal

Professeur Anthony Mamo - Chief Justice;

M. A. J. Montanaro Gauci;

M. W. Harding.

Ces trois juges président le Tribunal pénal de Sa Majesté pour se prononcer sur les mises en accusation dans les cas où le tribunal se compose de trois juges.

M. Harding préside le Tribunal pénal siégeant en appel pour se prononcer sur les décisions des Criminal Courts of Magistrates.

M. J. Flores préside le Tribunal pénal lorsqu'il se compose d'un juge et d'un jury.

Autres tribunaux

M. Gouder siège au Tribunal de commerce.

M. A. V. Camilleri, M. Caruana Colombo, M. Xuereb et M. Flores siègent séparément à la Première Chambre du Tribunal civil. M. A. J. Montanaro Gauci préside la Deuxième Chambre du Tribunal civil.

M. J. Xuereb préside le Tribunal d'arbitrage.

Les Magistrates

M. A. P. Gauci Maistre;

M. V. Refalo;

M. J. M. Formosa;

M. G. F. Gouder;

M. J. Salomone Reynaud;

M. G. O. Refalo;

M. J. Soler;

M. J. Debono;

M. F. Mizzi.

24. Les juges et les magistrates sont tous d'origine locale.

/...

ADMINISTRATION LOCALE

25. Il n'existe pas de gouvernement local dans l'île de Malte elle-même, et à l'heure actuelle, toutes les affaires relèvent directement du Gouvernement central. Dans l'île de Gozo, cependant, il existe un Conseil civique qui est notamment responsable de l'entretien des rues, des immeubles, bâtiments, sites, etc. de Gozo, qui sont la propriété des pouvoirs publics; de la bibliothèque et du musée de Gozo; des dispensaires de district et des terrains de jeux. Le Conseil donne aussi son avis sur les plans relatifs à Gozo. En d'autres termes, un grand nombre des fonctions du Gouvernement central ont été déléguées au Conseil civique. Pour permettre au Conseil d'exercer ses fonctions, le gouvernement lui a alloué certains fonds. Le gouvernement a délégué au Conseil le contrôle et la surveillance des travaux qui doivent être effectués à Gozo et financés sur des fonds alloués au titre du Plan de développement quinquennal du Gouvernement de Malte.

26. Les membres du Conseil sont élus par la population conformément au régime électoral en vigueur. Des élections ont lieu pour chacun des 14 comités de districts. Ceux-ci, à leur tour, élisent un membre qui siège au Conseil civique.

27. Le Conseil a son propre personnel détaché par le gouvernement et rétribué sur les fonds du Conseil. Le principal fonctionnaire administratif est le Secrétaire-trésorier, qui est responsable de l'administration générale du Conseil, y compris les finances, et de la coordination des activités des divers départements du Conseil. Le Conseil plénier se réunit au moins une fois par mois. Les comités - finances, santé publique, réseau routier et autres - se réunissent selon les besoins. Pour les questions générales, le Président consulte le Comité consultatif composé des présidents de comités et du Secrétaire-trésorier. Il s'agit de doter en définitive le Conseil civique du Gozo de fonctions à peu près identiques à celles d'une autorité administrative locale au Royaume-Uni.
